

# **Mettre fin au commerce injuste Stop UE-Mercosur, UE-Chili et UE-Mexique**

---

## **Déclaration de la société civile 18 juillet 2023**

**Dans la perspective du sommet UE-CELAC entre les États membres de l'UE et les États d'Amérique latine et des Caraïbes, nous, la coalition « Stop EU-Mercosur » ainsi que les coalitions contre l'UE-Mexique et contre les accords de libre-échange et d'investissement UE-Chili, appelons les dirigeants politiques des deux côtés de l'Atlantique à mettre fin à ces accords de libre-échange toxiques entre l'UE et le Mercosur, Mexique et Chili.**

Ces accords de libre-échange font partie d'un modèle commercial désuet qui a laissé tomber les gens et la planète. Ils servent les intérêts des entreprises au détriment des limites planétaires, des conditions de travail décentes, des emplois et du bien-être animal, et entraînent des inégalités sociales intenable.

Au lieu d'une concurrence accrue, une plus grande coopération entre les deux régions est nécessaire pour faire face aux défis majeurs de notre époque: crise climatique, perte massive de biodiversité, pauvreté croissante, informalité, précarité et chômage, ainsi que faim et escalade des conflits géopolitiques. Au lieu d'offrir des solutions, les accords commerciaux UE-Chili, UE-Mexique et UE-Mercosur perpétueront une dynamique commerciale injuste qui a ses racines dans l'extraction et l'exploitation de l'ère coloniale. Ils approfondiront le modèle extractif dans les pays d'Amérique latine, alimenteront l'agriculture animale intensive et les monocultures, responsables de centaines de « zones sacrifiées » environnementales et de terribles violations des droits de l'homme.

Ils approfondissent les modèles de production et les relations commerciales non durables qui s'appuient sur des modèles de rôle sexospécifiques tout en ayant un impact négatif important sur les personnes, généralement les femmes, qui sont en charge des soins et du travail reproductif.

Ces accords de libre-échange profiteront aux grandes entreprises du secteur agricole et minier, de l'automobile et de l'industrie chimique, des sociétés de l'eau et de l'énergie, au détriment de l'accès à de bons services publics et de la création d'emplois décentes. Ces accords alimenteront les crises actuelles, tout en sapant les droits humains et en mettant en danger les défenseurs de l'environnement.

Il n'y a pas de solution miracle à ces accords intrinsèquement rompus – aucun instrument conjoint, aucun chapitre sur le commerce et la durabilité ne peut compenser leur nature destructrice. Il est clair que pour relever les défis posés par les crises croisées de la dégradation du climat et de l'environnement, des inégalités et de la pauvreté, nous avons besoin d'une nouvelle approche. Les

accords commerciaux sur la table représentent le statu quo qui met en danger notre existence même sur cette planète. C'est pourquoi nous vous demandons de les rejeter !

Nous, la coalition transatlantique « Stop EU-Mercosur » ainsi que les coalitions contre l'UE-Mexique et contre les accords de libre-échange et d'investissement UE-Chili, vous demandons de saisir l'occasion d'élaborer des relations transatlantiques qui surmontent les relations coloniales passées et néocoloniales actuelles, fournissent des réparations et aident à construire des sociétés socialement justes et écologiquement résilientes fondées sur les principes de la démocratie, la solidarité, la protection des droits de l'homme et du travail, la souveraineté alimentaire et le respect des frontières de la planète.

Dans le même temps, nous exigeons la transparence et la participation sociale et populaire aux processus actuels et futurs de négociation d'accords entre l'UE et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Nous avons besoin de nouvelles règles qui créent un avenir viable, pas de vieilles recettes qui nous mènent au désastre.

**Par conséquent, nous vous demandons, en tant que représentants politiques, d'envoyer un signal fort CONTRE les accords de libre-échange (et d'investissement) entre l'UE, le Mexique, le Chili et le Mercosur et de préparer le terrain pour une nouvelle ère de coopération juste et durable entre les deux régions.**

---